

Les recensions de l'Académie 1

L'Algérie à gauche, 1900-1962 / Claire Marynower éd. PUF, 2018 Cote : 62.138

Comme il est dit en fin d'ouvrage, celui-ci est « une version remaniée et redimensionnée » d'une thèse soutenue fin 2013.

Par « redimensionnée », il faut entendre que la thèse elle-même comportait plus de mille pages, l'ouvrage édité deux-cent-soixante-dix. On saluera l'effort de « redimensionnement » qui permet au lecteur « honnête homme » d'aller droit à l'essentiel tout en disposant d'un appareil critique de bonne tenue qui lui suffira s'il souhaite approfondir ses connaissances du sujet. Celui-ci est mieux décrit par le titre complet de la thèse qui annonce « ... un milieu partisan dans le département d'Oran, 1919-1939 ».

Quant au « remaniement », il concerne la période couverte, puisque celle-ci va dorénavant de 1900 à 1962. Soit un élargissement considérable, même si les populations, la région et les villes concernées ne changent guère. On notera cependant que si l'Oranais reste au centre de l'ouvrage, celui-ci donne plusieurs coups de projecteur sur l'Algérie dans son ensemble et sur d'autres régions.

Quelques mots sur l'auteure : elle s'est spécialisée sur les questions liées au Maghreb colonial et postcolonial, principalement l'Algérie, ainsi que dans les migrations qui leur sont liées. Elle a consacré plusieurs articles ou contributions à des ouvrages collectifs aux questions (hommes ou idées) proches du thème ici traité.

Ces considérations éditoriales faites, venons-en au fond.

D'abord une mise en garde sur laquelle on reviendra : on se tiendra « à égale distance des œuvres de dénonciation et de la littérature nostalgique... Les individus dont il s'agit au centre de cette histoire sont animés par une pensée dont la logique, aujourd'hui, nous échappe largement... ».

La gauche dont il s'agit est pour l'essentiel celle de la SFIO et de ses différentes spécificités géographiques ou doctrinales. Si quelques indications sont données ici ou là sur le PC algérien, celui-ci reste marginal dans les analyses et chroniques de l'auteure.

La « monographie » proprement dite relève plus de la chronique détaillée que d'une quelconque synthèse. Mais la conclusion en tient lieu, on y reviendra.

^{1 @ 0 0 0}



Nombre d'acteurs, beaucoup fluctuants dans leur action ou leurs opinions selon les époques et les circonstances, seront inconnus du lecteur « généraliste », voire de celui qui est assez âgé pour avoir connu ou vécu la fin de la période couverte par l'ouvrage.

On s'efforcera donc ici de dégager, au-delà de la chronique au jour le jour, ce que fut cette « Algérie à gauche », comment elle s'implanta (maigrement...), quels furent ses rapports avec la gauche socialiste et communiste métropolitaine, quelle fut son évolution progressiste déclarée, parfois plus hésitante, vis-à-vis des populations musulmanes.

* *

Un premier chapitre est consacré à l'histoire des gauches algériennes de 1900 à 1939, européennes ou musulmanes. Dans les années 30, centenaire de la conquête abondamment commémoré, le PC français et la SFIO, du moins leurs antennes locales, réussissent, non sans mal, à s'entendre et à se partager les sièges d'élus. Naît un Congrès musulman algérien, alors même que la SFIO double ses effectifs, avant d'être presque doublé par le PC algérien, structure locale mais étroitement inféodée au PC français. Ce Congrès musulman annonce, dès 1936, sous des formes diverses, le futur nationalisme algérien.

Le second chapitre, l'un des plus intéressants, est consacré aux « portraits du socialiste d'Algérie ». L'image convenue, si exacte soit-elle, n'est certes pas la seule : l'instituteur qui enseigne aux petits musulmans (mais il ignore l'arabe...) en estimant « expier la faute de son pays ».

Si manquent des statistiques fiables, le portrait du militant effectivement impliqué, du moins pour l'Oranais (autres portraits dans les autres régions, lesquels ne sont point ici détaillés), évolue considérablement dans le temps. À la sortie de guerre, une majorité de fonctionnaires, enseignants, ouvriers, pas de musulmans. Au milieu des années 1920, apparaissent en nombre des membres de professions libérales, des commerçants, « embourgeoisement » qui suit celui de la SFIO métropolitaine. Puis vers la fin des années 1920, retour des ouvriers, des postiers.

Autre caractéristique, bien des adhérents militent aussi à la CGT, à la LDH, à la LICRA, à la franc-maçonnerie. Puis apparaissent dans les années 1930 les premiers adhérents musulmans, notamment parce que francs-maçons. Ils feront par la suite de fréquents allers-retours entre la SFIO et le PC d'une part, des structures ou organisations proprement musulmanes, ce en fonction des élections et des postes à pourvoir à leur issue.

Les évènements de Constantine en août 1934 (une trentaine de morts parmi des émeutiers protestant contre des injures proférées à l'égard des musulmans par un Juif) conduisent les « gens de gauche » à accuser l'administration coloniale d'impéritie. Les rangs des adhérents aux différents partis, ligues de gauche et franc-maçonnerie se gonflent de manière significative. Notamment de membres, voire de responsables musulmans.

Quelques évocations du rôle des femmes (faible, comme en Métropole à la même époque), des jeunes, des Algériens militant en France à la SFIO, complètent ce tableau des profils de « l'Algérie à gauche ». Le terme « Algérien » ici retenu concerne les naturalisés,



peu nombreux jusqu'en 1946. Il est vrai que le cas éventuel d'enfants issus de mariages mixtes était extrêmement rare, ceci expliquant que seuls les « naturalisés » pouvaient compter.

En 1938 et dans les années suivantes, le nombre de militants « algériens » baisse brutalement, en particulier suite aux échecs du projet Blum-Violette. Les militants européens de gauche prennent leurs distances avec la générosité des discours encore récents qui prônaient peu ou prou une forme d'égalité politique et versent dorénavant dans le discours paternaliste.

Le troisième chapitre traite des modalités des actions militantes, entre grève, meeting, voire émeutes. Les évènements de la proche Espagne influent beaucoup, du moins dans l'Oranais, sur les slogans et fondements des thèmes traités. Le danger semble, pour les militants, venir plus du fascisme que d'éventuelles revendications des indigènes.

Dans un quatrième chapitre, intitulé « la colonisation, comme univers de sens », est posée la question de savoir si l'on peut être « de gauche » et colonialiste. Ce dernier vocable doit être pris avec précaution, car être « colonialiste » peut faire référence à une conception généreuse, selon laquelle la colonisation apporte aux indigènes des outils de progrès. « Nationaux » depuis 1865, les indigènes sont cependant soumis au code de l'indigénat. Après 1918, en reconnaissance des sacrifices des combattants indigènes, des dizaines de milliers de musulmans reçoivent un droit de vote limité aux affaires locales, ce qui ne satisfait personne : les colons craignent une menace pour la présence française, les notables musulmans dont les Ulémas et un petit-fils d'Abd-El-Kader, réclament l'égalité des droits.

Déjà en 1902, le mouvement socialiste disait à Constantine qu'il « n'y a pas de races supérieures ou inférieures », mais à la même période, certains responsables socialistes affirmaient qu'il « fallait décrasser le cerveau de l'indigène avant de pouvoir envisager sa parfaite assimilation ». Pourtant à Alger, en 1907, un congrès socialiste réclame « l'interdiction de l'extension des colonies ».

On ne peut ici s'étendre plus avant, au risque de se substituer maladroitement à l'auteure, sur les contradictions au fil des ans de « l'Algérie à gauche ». Notation cependant en passant : la mise en garde signalée plus haut sur « les mémoires du colonisateur et du colonisé », qui sont «« investies de passions et de rancœurs… » prend ici tout son sens. Être à « gauche en Algérie » peut avoir des significations très différentes mais généreuses quant au fond, selon les conceptions évolutives dans le temps de ce que la générosité signifie concrètement.

La dernière période (celle qui va au-delà de la thèse initiale, de 1940 jusqu'à l'Indépendance) fait l'objet d'un dernier chapitre à l'intitulé explicite malgré son ambiguïté : « Une gauche française, coloniale ou algérienne ? ».

Il y est traité de l'attitude de la gauche algérienne d'abord sous Pétain (un député algérien SFIO a voté ses pleins pouvoirs et a clairement milité pour la collaboration, avant de rentrer dans la résistance en Ardèche). Plus généralement, des socialistes algériens notables sont plus ou moins séduits par l'interdiction du PC et par l'attitude du régime à l'égard du Travail (celui de « Travail, Famille, Patrie »).



Dans la réalité, les militants socialistes de base, souvent également francs-maçons, font l'objet de formes variées d'épuration, notamment les « algériens ». Beaucoup d'entre eux rentrent en Résistance, Le débarquement américain conduit en 1943 à la reconstitution en Algérie de la SFIO, alors qu'Alger est devenu provisoirement la capitale de la France libre. Suite à des tractations diverses, des élections locales (municipales ou cantonales) voient le succès de nombreux socialistes.

Le Général de Gaulle (discours de Constantine de 1943) propose d'accorder la nationalité française à plusieurs dizaines de milliers d'Algériens sans abandon du statut personnel et un second collège pour « tous les Français musulmans d'Algérie ». Discours bien accueilli par les socialistes. Ceux-ci prônent même un futur collège unique, bien entendu considéré comme une étape vers une complète intégration des populations.

Les évènements de Sétif le 8 mai 1945 et dans les deux semaines qui ont suivi sont interprétés par les socialistes comme le résultat d'un complot à la fois des musulmans mais aussi d'une administration qui faute d'épuration est restée « fasciste » et a voulu revenir sur les avancées récentes. Les mêmes socialistes (ainsi que les communistes) dénoncent la répression et réclament une justice légale. Certains socialistes ont cependant participé personnellement à la répression et à ses excès.

Malgré des compagnonnages anciens, de premiers tracts en arabe, la SFIO perd dans les années 1950 la plupart de ses membres algériens et ne réussit pas à abandonner son ancienne doctrine d'assimilation, sous des formes nouvelles (égalité et fusion...).

Lors d'un « coup de force » venu de Paris, Charles-André Julien fait adopter une motion qui revient à renoncer à toute forme d'assimilation et à opter pour une formule fédéraliste. Comme déjà avant-guerre, la stratégie de la SFIO métropolitaine est ambiguë. Face aux désormais nationalistes déclarés, le gouverneur socialiste Naegelen bourre les urnes.

Dans les années 1950, sauf dans l'Oranais, les effectifs de la SFIO fondent. Pendant la guerre, les socialistes se trompent dans leurs analyses, reprenant des diagnostics anciens (élimination de la pauvreté, élimination des communes mixtes pour des communes de plein exercice, intégration au lieu d'assimilation...). Les militants de moins en moins nombreux soutiennent la politique de Guy Mollet (« cessez-le-feu, élections libres, négociations »), restent prudents dans les dénonciations des tortures et autres exactions. À Oran, une affiche socialiste déclare : « Votez oui pour l'Algérie nouvelle, votez oui pour l'Algérie française. La bientôt sanguinaire OAS assassine des militants socialistes connus. Les socialistes d'Algérie comme ceux de France n'auront jusqu'au bout rien compris...

La conclusion de l'ouvrage doit être proposée au lecteur amateur de synthèse. Elle peut se résumer lapidairement par la citation des deux dernière phrases du premier paragraphe : « Ils ne parlaient pas arabe, ou alors quelques mots et ils n'aimaient pas plus les curés que les imams. Ils passèrent à côté du nationalisme algérien, dont ils ne prirent jamais la mesure et ne comprirent jamais vraiment le sens ».

Le jugement est sévère : comment des hommes et des femmes généreux et « progressistes » ont-ils pu ne rien voir ni comprendre. Ici il faut rappeler la mise en garde de l'introduction : « on se tiendra « à égale distance des œuvres de dénonciation et de la



littérature nostalgique... Les individus dont il s'agit au centre de cette histoire sont animés par une pensée dont la logique, aujourd'hui, nous échappe largement... ». Suit une évocation colorée des rues, des cafés, des lieux où ces hommes se rencontraient.

Mais aussi l'auteure cherche à expliquer comment et pourquoi ces hommes et ces rares femmes en principe généreux ont pu ne retenir que des solutions « classiques », abolition du code de l'indigénat, transformation de toutes les communes en communes de plein exercice, libération de la langue arabe, le tout dans le cadre de la République...

L'auteure déplace ensuite les contradictions algériennes au niveau des contradictions de la France coloniale mais républicaine, *i.e.* en contradiction avec elle-même et ses valeurs universalistes. Il a pu exister des colonisateurs généreux au moins dans leurs idéaux et leurs idées qui pouvaient « dénoncer les injustices du régime colonial ». Celui-ci, selon Frederick Cooper, dans son essence même, ne peut aboutir à « un empire de citoyens ».

L'ouvrage sous revue est clairement « engagé », l'histoire des décolonisations et l'évolution géopolitique et géoéconomique des cinquante dernières années lui donne raison. On saura gré à l'auteure d'avoir dans sa chronique multiple essayé de faire comprendre au lecteur comment et pourquoi des hommes et des femmes généreux et désireux d'effacer les inégalités coloniales pouvaient se tromper dans leurs analyses et dans les remèdes proposés. On lui saura également gré d'avoir écrit que « Les individus dont il s'agit au centre de cette histoire sont animés par une pensée dont la logique, aujourd'hui, nous échappe largement... ». Ceci pour dire qu'il ne faut pas les condamner sauf anachronisme...

Jean Nemo